

Les propositions de la LCR

Malgré la résistance de multiples secteurs de la société, les mesures libérales se poursuivent et la situation sociale se dégrade. Nos propositions vont dans un sens radicalement opposé, celui de la satisfaction globale des besoins sociaux fondamentaux.

Contre le chômage de masse et la précarité, qui touchent 8 à 12 millions de personnes, le CDI stable et à temps plein doit devenir l'unique contrat de travail. Les licenciements doivent être interdits et chaque contrat de travail pérennisé. Une sécurité sociale professionnelle devrait garantir la continuité du salaire.

Contre la pauvreté de masse qui touche 7 millions de personnes, nous voulons remplacer la charité des minimas sociaux par la continuité du revenu en cas d'absence d'emplois. Aucun revenu ne devrait être inférieur au SMIC.

Le SMIC devrait atteindre 1500 euros net et tous les salaires revalorisés de 300 euros. Une allocation devrait garantir l'autonomie des jeunes de 18 à 25 ans.

Nous prônons une protection sociale solidaire et généralisée, financée par la part socialisée des salaires (les cotisations sociales) et gérées par les représentants des salariés. Abrogeons les réformes libérales, et rétablissons le droit à la retraite à 75% du meilleur salaire après 37,5 annuités, ainsi que la gratuité des soins pour tous.

Nous réclamons la réintégration dans le domaine public, sous forme de monopoles, des télécom, de l'eau, des transports, de la santé... L'éducation devrait être entièrement publique, avec les moyens de sa qualité et sa gratuité, tandis qu'un service gratuit d'accueil de la petite enfance devrait être créé.

Malgré 3,5 millions de mal-logés, la part du budget consacrée au logement a encore baissé. Nous voulons la création d'un véritable service public du logement, et dans l'immédiat l'arrêt des expulsions, la réquisition des logements vides (au nombre de 2 millions) et le blocage des loyers.

Vous êtes révolté ? Sarkozy vous a à l'œil. Les lois sécuritaires de Sarkozy-Perben et les autres ciblent les pauvres et tous ceux qui luttent. Nous en réclamons l'abrogation, et l'amnistie des condamnés des mouvements sociaux, émeutes comprises.

Contre la stigmatisation raciste de Sarkozy, il faut régulariser tous les sans-papiers, abroger la loi CESEDA et défendre la liberté de circulation et d'installation.

Impossibles, ces mesures ? L'argent existe pourtant, dans la poche des patrons et des actionnaires. Entre 1980 et 1995, ceux-ci nous ont volé 10 points de PIB, soit un transfert de 160 milliards d'euros supplémentaires par an.

Mais imposer des telles mesures nécessiterait un rapport de force et une mobilisation populaires qui n'existent pas encore. Afin d'aider à les construire, la LCR entend populariser son plan d'urgence auprès des travailleurs et des jeunes. de tous ceux qui ne veulent plus se résigner.

Le programme complet : <http://besancenot2007.org>